

RÉFORMES BLANQUER, LE CADEAU EMPOISONNÉ ?



LE LYCÉE À LA CARTE... PLUS DE CHOIX POUR LES ÉLÈVES EN FILIÈRE GÉNÉRALE ?

CE QUE PRÉVOIT LA RÉFORME :

- Les séries S/ES/L n'existeront plus, il y aura un « tronc commun » pour tou-tes les élèves.
- À partir de l'année de seconde, les élèves devront choisir 3 spécialités parmi les 7 (ou plus) proposées dans leur lycée.

CONCRÈTEMENT :

• **Une hausse du nombre d'élèves par classe dans les disciplines de tronc commun** (français, histoire-géo, philo, langues...): 35 élèves pour un-e seul-e professeur-e !
Ce qui veut dire moins de temps accordé à chacun-e, et un suivi moins efficace des élèves en difficulté.

• **Toutes les spécialités ne seront pas proposées dans tous les lycées**, ce qui va aggraver les inégalités entre les établissements. La réforme prévoit d'ailleurs de supprimer la plupart des options :

• **EN VILLE** : les élèves pourront être amené-es à se déplacer seul-es d'un lycée à l'autre pour suivre une spécialité qui ne serait pas enseignée dans leur lycée. **Comment assurer le suivi des élèves s'ils et elles ont cours dans plusieurs établissements, dans des classes différentes, avec des professeur-es qui ne se connaissent pas ?**

• **DANS LES MILIEUX RURAUX** : les élèves n'auront pas toujours la possibilité de suivre des cours dans d'autres lycées et devront se tourner vers le Cned ou les visioconférences !
Autrement dit, ils devront se débrouiller seul-e sans la présence d'un-e enseignant-e.

• **On avance le moment de la « sélection »** en demandant aux élèves de choisir dès le milieu de la seconde des

spécialités qui détermineront leur futur ! Sur Parcoursup, les choix de spécialité seront des critères déterminants de sélection...

• **Moins d'heures de cours et une formation amputée.** Par exemple en terminale, un-e élève voulant se spécialiser en maths et en biologie devra renoncer à étudier la physique. Un-e élève voulant suivre des cours de SES et d'histoire ne pourra suivre que 3h de maths par semaine.... Cela n'est pas cohérent avec les attentes de l'enseignement supérieur !

QUE DEVIENT LE BAC ?

CE QUE PRÉVOIT LA RÉFORME :

- Les élèves de Terminale auront moins d'épreuves en juin.
- Une partie du baccalauréat sera passée en contrôle continu, en 1^{ère} et en Terminale.

CONCRÈTEMENT :

• **Tous les bacs n'auront plus la même valeur**, selon le lycée, la commune et même le département, car certaines filières de l'enseignement supérieur commencent à classer les élèves selon leur établissement d'origine sur Parcoursup...

• **L'importance donnée au contrôle continu** et aux sessions d'épreuves récurrentes mettra les élèves sous stress permanent : tous les devoirs compteront pour le bac, il n'y aura plus droit à l'erreur !

• **C'est la fin de l'égalité devant l'examen.** Les épreuves ne seront plus nationales, ni anonymes. Comment garantir dans ces conditions un même niveau d'exigence suivant les établissements ? Que vaudra un bac ardennais pas rapport à un bac rémois ou parisien ?

LES ÉLÈVES DE FILIÈRES PROFESSIONNELLES, DOUBLEMENT PÉNALISÉ·ES

Nous le savons : les élèves qui s'engagent dans la voie professionnelle sont en grande partie issu-es de milieux modestes.

En réduisant le volume horaire des enseignements généraux, c'est une part de la culture commune nécessaire pour s'épanouir dans la vie dont ils et elles seront privé-es. Nous ne voulons pas que les lycéen-nes de filières professionnelles soient considéré-es comme une main-d'œuvre bon marché. Nous dénonçons l'apprentissage proclamé comme le nec plus ultra de l'enseignement professionnel et le BTS comme seule poursuite d'études. Les élèves de la voie professionnelle doivent pouvoir prétendre à la même formation de qualité que tous les autres étudiant-es.

PROFS, PARENTS, ÉLÈVES, ATOSS, ATEE, AED, AVS...

NOUS, ENSEIGNANT·ES DE COLLÈGE ET LYCÉE mobilisé·es contre les réformes Blanquer du lycée et de la voie professionnelle dans les Ardennes, affirmons notre soutien au mouvement lycéen en cours, que le gouvernement tente de réprimer par diverses formes de pressions.

Leur colère est légitime : nos élèves sont bien conscient·es de l'avenir sombre qui leur est promis. Classes surchargées, diminution des moyens attribués à l'éducation prioritaire, sélection dans l'enseignement supérieur, casse des services publics, destruction de la solidarité... La jeunesse est sacrifiée sur l'autel de la casse du modèle social français.

Nous ne pouvons rester muet·tes face au gouvernement qui tente de faire taire leur contestation par l'intimidation et le recours à la force. Notre mission pédagogique est de développer chez elles et eux un esprit critique, mais aussi de leur enseigner que nous vivons dans un État de droit, censé respecter les libertés fondamentales, à commencer la liberté d'expression et de manifestation...

Des événements tels ceux de Mantes-la-Jolie où 150 adolescent·es ont été mis·es à genou par la police pendant plus de trois heures, les mains sur la tête, pour l'exemple, ne peuvent en aucun cas se reproduire. Nous ne pouvons tolérer que de tels actes d'humiliation de la jeunesse soient légitimés par le pouvoir.

Dans certains lycées, des pressions de l'administration sur les élèves et les enseignant·es visent à nous intimider

TOU·TES ENSEMBLE !



et à empêcher les manifestations ou la diffusion de tracts d'informations. Nous rappelons le droit de tou·tes à s'exprimer et à manifester à l'extérieur des établissements.

Nous nous joignons donc aux revendications des lycéen·nes que nous partageons, et appelons les adultes de la communauté éducative ainsi que les parents à les protéger en les accompagnant lors des rassemblements.

MOBILISONS-NOUS DÈS LA RENTRÉE DE JANVIER POUR REVENDIQUER :

- Le retrait des réformes Blanquer du lycée et de la voie professionnelle.
 - Le retrait de la machine à sélectionner Parcoursup.
- L'augmentation des postes en collège et lycée pour réduire la taille des classes.
 - L'arrêt immédiat de la répression du mouvement lycéen.
- Une revalorisation des salaires et des conditions de travail décentes pour TOUS les personnels des établissements scolaires : enseignant·es (titulaires, contractuel·es, vacataires) et pour le personnel ATOSS, ATEE, AED, et les AVS.



RENDEZ-VOUS CHAQUE VENDREDI DE JANVIER

DÈS LE 11 JANVIER / DE 17H30 À 19H30

À LA BOURSE DU TRAVAIL DE CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

21, RUE JEAN-BAPTISTE CLÉMENT

POUR NOUS RENCONTRER, NOUS INFORMER, NOUS ORGANISER !



COLLECTIF
DES ENSEIGNANT·ES INQUIET·ES
contact : des.enseignants.inquiets@gmail.com

SNTUEP
F.S.U.

éducation
Sud
Solidaires

snes
fsu
Syndicat National
des Enseignements
de Second degré

la
cgt
ÉDUC'
ACTIONS